

Déchéance : la spectaculaire volte-face de Hollande-Valls et Royal



Manuel Valls est en colère (encore une fois !). L'hystérique de Matignon paraît en avoir assez qu'on lui dise que la déchéance de nationalité est une mesure inspirée par l'extrême droite.

« *Je ne peux laisser tout dire sur la déchéance de nationalité : revenons aux faits !* », écrit-il dans une tribune publiée lundi sur son compte Facebook.

« *Chacun a droit au respect de son opinion. Mais, devant les Français, il est sage d'éviter tout amalgame, d'écarter les arguments infondés. Comment peut-on dire que priver de la nationalité française des terroristes condamnés serait une idée d'extrême droite ? D'abord, parce que c'est strictement faux : ce principe existe dans de nombreux pays démocratiques proches de la France : en Grande-Bretagne, au Canada, en Suisse, aux Pays-Bas et d'autres encore, sans doute. Le même débat existe en Belgique (...) Ensuite, parce qu'affirmer cela permet au Front national et aux cercles identitaires de renforcer leur propagande. Même si elle ne concernera heureusement qu'un nombre limité de personnes, la déchéance symbolisera l'exclusion définitive du pacte national de ceux qui ont commis des crimes terroristes, dans le respect des principes du droit international auxquels nous sommes attachés, qui interdisent de créer des situations d'apatridie* », conclut l'excité de Matignon.

Seul problème, les écrits, mais aussi les paroles, restent. Or, il est passionnant d'entendre, en 2010, Valls, Hollande et Royal tenir les mêmes propos que leurs opposants actuels Aubry, Ayrault, Mélenchon ou Paul. Seul problème, en 2010, c'était Sarkozy qui voulait mettre cette mesure en place pour déchoir de la nationalité des assassins de policier. Toute la gauche était alors vent debout.

Le véritable scandale de cette affaire est le cynisme de la clique socialiste, Hollande-Valls et Royal en tête. Soit ils

étaient de mauvaise foi, et ce sont des crapules, soit ils étaient de bonne foi et ils se sont trompés ou ont depuis changé d'avis. Des responsables politiques peuvent évoluer au fil du temps, c'est leur droit, et cela peut être honorable. Mais dans ce cas, la moindre des choses, c'est de l'expliquer, voire de s'excuser pour des propos tenus cinq ans auparavant, tout simplement parce qu'ils constituaient une faute politique.

Cela s'appellerait la classe. C'est sans doute trop demander au trio socialaud...

Jeanne Bourdillon